



MONUSCO

www.monusco.unmissions.org



REVUE DU SECTEUR DE LA SÉCURITÉ

Division de la Reforme du Secteur de la Securite - MONUSCO-SSR-info@un.org

N°1 • Septembre - Octobre 2017

EDITO

« Sécurité pour tous et toutes! »

Les défis à relever par la République démocratique du Congo sont nombreux et variés. Ils s'étendent des questions humanitaires pressantes



au relèvement économique et social. Toutefois, celui de la sécurité reste sans doute le plus pressant et le plus attendu des populations, particulièrement en cette période électorale et au vu des multiples foyers de tension à travers le pays. La question d'une gouvernance sécuritaire pour un processus électoral libre, transparent et crédible, reste une préoccupation bien partagée. Si la CENI assure l'organisation et l'intégrité du processus, l'Etat dans l'exercice de ses missions régaliennes de sécurisation des personnes et des biens doit pouvoir s'atteler à cette tâche tout en préservant un espace politique dans un contexte électoral qui exacerbe les tensions et les risques. Ainsi le gouvernement rassurera la communauté nationale et les partenaires extérieurs tout en appliquant les recommandations qui lui sont faites dans l'Accord du 31 décembre. Ces accords sont fondés sur un socle sécuritaire solide et durable largement soutenu et porté par toutes les parties prenantes nationales. La bonne gouvernance sécuritaire du processus électoral devient dès lors l'affaire de tous et requiert une participation inclusive guidée par les décideurs nationaux et appuyée par la communauté internationale dont les Nations Unies et la Mission de l'ONU en RDC en tête. A travers la nouvelle résolution 2348 du 31 mars 2017, le Conseil de Sécurité des Na-

5 Questions à Maman Sidikou, RSSG



1. Le Conseil de Sécurité de l'ONU a adopté le 31 mars 2017, la résolution 2348 qui donne un nouveau mandat d'un an à la MONUSCO. Quels en sont les axes prioritaires ?

Par sa résolution 2348, le Conseil de sécurité des Nations Unies réaffirme son appui résolu « à l'accord politique et inclusif » signé à Kinshasa le 31 décembre 2016. Il appelle à une mise en œuvre sans délai de l'accord, en toute bonne foi et dans son intégralité, afin que soient organisées, au plus tard en décembre 2017, des élections crédibles et inclusives qui se déroulent dans le calme et en temps voulu et qui conduisent à une passation pacifique du pouvoir conformément à la Constitution congolaise. La résolution définit deux priorités stratégiques pour la MONUSCO que sont la protection des civils et l'appui au processus électoral. Il s'agit donc d'assurer une protection efficace et dynamique des civils en mettant l'accent sur la violence

émergente des parties engagées dans le conflit, ainsi que dans le cadre des élections

2. Pouvez-vous nous dire quelles sont les responsabilités de la Mission en matière de Réforme du Secteur de la Sécurité ?

La RSS est présente dans tous les mandats successifs de la MONUSCO adoptés par le Conseil de sécurité des Nations Unies. Au-delà de sa participation à l'accomplissement de la paix et la sécurité, la RSS, contribue aux objectifs stratégiques de Protection des Civils et de mise en œuvre d'élections libres, transparentes, démocratiques et sans violence. Ainsi la MONUSCO a la responsabilité d'encourager et accélérer l'appropriation nationale de la réforme du secteur de sécurité ; à assister à la formulation d'une stratégie nationale commune qui sera traduite en une politique nationale de défense et de sécurité ; à assister la professionnalisation des membres des institutions de la défense et de la

Suite à la page 2



(Edito) Suite de la page 1

tions Unies a fixé les priorités stratégiques à la protection des civils et au soutien au processus électoral tout en soulignant l'importance d'avoir une vision claire en matière de sécurité ainsi qu'une stratégie nationale pour sa mise en œuvre. La MONUSCO est donc prête à accompagner le gouvernement congolais et tous les acteurs nationaux à développer un processus national de réforme du secteur de

la sécurité en assurant la coordination de l'assistance internationale en matière de RSS. C'est pour appuyer cette coordination que la MONUSCO lance ce nouveau magazine « KIMIA - Revue du Secteur de la Sécurité » pour contribuer à la vulgarisation du concept et au partage d'information entre toutes les parties prenantes du secteur de la sécurité. Bonne lecture!

Ely Dieng

sécurité en conformité avec les dispositions de la Politique de diligence voulue en matière de droits de l'homme de l'ONU et à la coordination des appuis à la RSS des partenaires techniques et financiers.

En poursuivant la bonne gouvernance du Secteur de Sécurité, la RSS prévoit pour

inclusive, la RSS prévoit la transformation des institutions afin que celles-ci soient au service de la population et accessible à tous. Si les populations ont confiance dans les institutions de la sécurité et de l'Etat elles pourront plus facilement collaborer avec ces dernières. Les populations sont



les forces de défense et les services de sécurité une claire définition de leurs rôles et responsabilités réduisant les possibilités d'abus ou de manipulation.

3. Les Nations Unies mettent les populations au centre de la problématique de la sécurité. Qu'est-ce que cela veut dire concrètement ?

Compte tenu de la nature et des objectifs fondamentaux de la RSS, au-delà de l'ensemble des institutions étatiques, la participation des organisations de la société civile et de chaque citoyen est fondamentale pour la réussite du processus. Les communautés peuvent contribuer en se tenant informées des réformes et en participant pleinement tant au processus démocratique qu'au processus RSS au niveau local, provincial et national. A travers une approche participative et

également impliquées dans le processus démocratique en élisant les autorités politico-administratives ayant un rôle dans la création d'un environnement sécurisé et une responsabilité de contrôle sur les acteurs de la sécurité et tout autre service administratif contribuant à la sécurité humaine. La Sécurité est l'affaire de toute la population et toute la population doit y participer.

4. Pourquoi la RSS est-elle si importante pour la RDC? Quels sont les défis majeurs?

En RDC, la RSS est essentielle pour consolider la paix et la stabilité, promouvoir la réduction de la pauvreté, le respect de l'état de droit et la bonne gouvernance, étendre l'autorité légitime de l'État et éviter que les zones affectées ne régressent vers le conflit. Instaurer la paix et le développement durable, nécessite que les populations se

sentent en sécurité et aient confiance dans les institutions étatiques. La stabilisation en RDC ne sera réalisée que grâce à la mise en place d'institutions étatiques efficaces, professionnelles et redevables, y compris les institutions judiciaires et de sécurité. La RSS est donc essentielle pour la stabilisation en contribuant à l'analyse des causes profondes des conflits et en participant à la construction des fondements de la paix et du développement à long terme. Avec la restauration de l'autorité légitime de l'État, le rétablissement et le renforcement progressif de la sécurité publique, l'accès à la justice et aux services administratifs, la RSS concourt à la réduction significative des menaces sur la vie, la propriété, les biens, les ressources stratégiques et la liberté de mouvement. Les acquis sont indéniables, mais la confiance n'est pas rétablie entre population et pourvoyeur de sécurités, les acquis légaux et réglementaires doivent pouvoir être vulgarisés au sein des institutions de sécurités, et les organes de contrôle démocratique s'approprient pleinement leur rôle et responsabilité. Les efforts doivent donc se poursuivre.

5. Qu'attend la Mission des autorités nationales pour mieux accompagner le processus ?

Pour rappeler le défi essentiel que constitue la coordination en matière de RSS, la résolution 2348 en appelle comme les précédentes à une meilleure harmonisation de l'assistance internationale sous l'égide de la MONUSCO. En effet, le succès de la RSS repose sur la capacité des acteurs nationaux et des partenaires à coordonner respectivement d'abord, et ensemble ensuite, leurs plans d'activités en toute transparence et mus par la recherche d'efficacité et de cohérence. Cette coordination devra se faire à trois niveaux : (i) d'abord avec les partenaires extérieurs et bailleurs de fonds afin de discuter et d'harmoniser leurs approches; (ii) ensuite, à travers la mise en place d'une structure intra-onusienne sous forme de Groupe de Travail des Nations Unies sur la RSS essentiellement composée de la MONUSCO, des agences, fonds et programmes qui constituent l'équipe-pays des Nations Unies en RDC, pour donner une voix commune de la maison onusienne en matière de RSS; et (iii) enfin, avoir, à terme, une plateforme de coordination nationale dirigée par les autorités compétentes congolaises responsables de la RSS qui assurerait la cohérence d'ensemble, le suivi et l'évaluation du processus avec toutes les parties prenantes nationales et internationales.



La RSS dans la Résolution 2348 (2017)

Par Ely Dieng, chef de la Division RSS de la MONUSCO

Le Conseil de sécurité des Nations Unies a adopté le 31 mars dernier, la résolution 2348 sur la situation en République démocratique du Congo (RDC) qui remplace la précédente Résolution 2293 (2016) et donne un nouveau mandat d'un an à la MONUSCO. A travers cette résolution, le Conseil de Sécurité exhorte le Gouvernement congolais et les parties prenantes nationales à respecter l'accord du 31 décembre 2016, et définit deux priorités stratégiques pour la MONUSCO que sont la protection des civils et l'appui au processus électoral.

Ainsi, la résolution 2348 vient raffermir le mandat de la MONUSCO qui continuera à jouer le rôle de bons offices auprès du pouvoir congolais pour appuyer la transition et la tenue d'élections libres, transparentes et sécurisées et pour assurer une protection efficace et dynamique des civils, y compris par un renforcement des capacités des acteurs nationaux à assurer la bonne gouvernance des services de sécurité pour être plus proche des populations et de leurs besoins.

En matière de réforme du secteur de la sécurité, la résolution demande également à la Mission d'apporter un soutien approprié au Gouvernement sur trois points essentiels : (i) la définition d'une vision nationale de la sécurité et l'élaboration d'une stratégie et feuille de route ; (ii) la réforme de l'armée nationale de manière à la rendre plus responsable, plus efficace, plus autonome, mieux entraînée, plus sélective et plus efficace, en conformité avec les dispositions de la Politique de diligence voulue en matière de droits de l'homme de l'ONU et (iii) la

coordination de l'assistance internationale en matière de RSS.

En effet, le succès de la gouvernance sécuritaire du processus électoral repose sur la capacité des acteurs nationaux et des partenaires techniques et financiers à coordonner respectivement d'abord, et ensemble ensuite, leurs plans d'activités en toute transparence et mus par la recherche d'efficacité et de cohérence. Cette coordination devra se faire à trois niveaux: (i) d'abord une plateforme de coordination nationale dirigée par les autorités compétentes congolaises responsables de la sécurisation du processus électoral qui assurera la cohérence d'ensemble, le suivi et l'évaluation du processus avec toutes les parties prenantes nationales et internationales; (ii) ensuite, avec les partenaires extérieurs et bailleurs de fonds afin de discuter et d'harmoniser leurs approches avec la Mission à terme; et (iii) enfin, à travers la mise en place d'une structure intra-onusienne sous forme de Groupe de Travail des Nations Unies sur la thématique essentiellement composée de la MONUSCO, des agences, fonds et programmes qui constituent l'équipe-pays des Nations Unies en RDC, pour donner une voix commune de la maison onusienne en matière de la tenue et de la sécurisation du processus électoral.

C'est fort de ces trois axes que la MONUSCO compte renforcer sa collaboration avec la RDC et toutes les parties prenantes au processus RSS sur toute l'étendue du territoire. Avec son nouveau mandat, la MONUSCO compte bien, à l'instar de la communauté internationale, accompagner la nation congolaise à relever le pari d'une transition réussie.

Aux termes de la résolution du Conseil de Sécurité des Nations Unies 2348 de 2017, les priorités stratégiques de la MONUSCO consistent à contribuer à: assurer la protection des civils et appuyer la mise en œuvre de l'accord du 31 décembre 2016 et du processus électoral. Dans le domaine de la Réforme du secteur de la sécurité, la Résolution 2348 de 2017 donne mandat à la mission de collaborer avec le Gouvernement de la République démocratique du Congo:

- a) Afin de l'encourager à s'investir plus rapidement dans la réforme du secteur de la sécurité, notamment en formulant une stratégie nationale commune qui sera traduite en une politique de sécurité nationale, ainsi qu'en élaborant un plan d'exécution de la réforme clair, complet et assorti d'étapes et d'échéances, et diriger la coordination de l'appui à cette réforme fourni par les partenaires internationaux et bilatéraux et les organismes des Nations Unies;
- b) Afin qu'il puisse réformer l'armée nationale de manière à la rendre plus responsable, plus efficace, plus autonome, mieux entraînée, plus sélective et plus efficace, en conformité avec les dispositions de la Politique de diligence voulue en matière de droits de l'homme de l'ONU, tout en gardant à l'esprit que tout appui fourni par les Nations Unies, notamment sous la forme de rations ou de carburant, doit l'être dans le cadre d'opérations conjointes et faire l'objet d'un contrôle et d'un examen minutieux.

Genre

La Division RSS a participé à l'atelier organisé par l'ONUFEMMES (Kinshasa, 29-30-31 mai 2017) dans le cadre de ses efforts pour appuyer la participation des femmes dans les cycles électoraux, intitulé «Atelier d'élaboration d'une feuille de route inclusive et intégrée des actions de soutien à la participation active des femmes au processus électoral dans un contexte sécurisé». L'atelier vise à contribuer, par une approche inclusive, à la promotion de la participation effective de femmes et des jeunes filles et garçons au processus électoral dans un contexte sécurisé.



Les participants comprenaient des organisations de la société civile, la MONUSCO (Division électorale et RSS), le PNUD, ONUFEMMES et le Secrétariat National de la résolution 1325 (femmes, paix et sécurité). A la fin de l'atelier, les participants par votation ont élu deux axes d'actions: la capacitation de femmes candidates et l'éducation civique de la population votantes.

Concernant la sensibilisation sur le Genre et la Réforme du Secteur de la Sécurité (Kinshasa, 31 juin 2017) un atelier a été

organisé par l'UNPOL dans le projet de renforcement des capacités des point focaux genre de la PNC et des officiers de la police judiciaire (OPJ), qui a compté la participation de 40 officiers de la police, parmi eux 17 femmes.

Contrôle Démocratique

Dans le cadre de son appui au renforcement des capacités des acteurs du contrôle démocratique et particulièrement le parlement, la Division RSS de la MONUSCO

a sensibilisé, au cours d'un atelier tenu le 6 juin 2017 à Kinshasa, les jeunes parlementaires de la RDC regroupés dans une association des jeunes députés et sénateurs en fonction, âgés de 40 ans au plus, et provenant de toutes les tendances au sein du paysage politique congolais.

La sensibilisation a porté sur les concepts clés de la Réforme du Secteur de la Sécurité (RSS) à savoir: Introduction à la RSS; Introduction au leadership collaboratif dans la RSS; Le contrôle démocratique et la bonne Gouvernance du secteur de sécurité.



L'objectif principal de l'atelier était d'abord d'informer et de sensibiliser les membres de cette structure sur le concept de de réforme du secteur de sécurité (RSS) et de la gouvernance sécuritaire, notamment dans le cadre des élections envisagées ainsi que des rôles et responsabilités de différentes parties prenantes, notamment le rôle central du parlement dans le contrôle démocratique, ensuite faire de ces membres du réseau des «champions» potentiels pour la vulgarisation des concepts et le soutien aux activités RSS enfin de contribuer à une appropriation nationale du processus de la réforme en RDC.

Les parlementaires ont un rôle central à jouer dans l'avènement de cette bonne



Serge Dodora et Raoul Canno, car pour lui, « les policiers sont formés pour neutraliser et non tuer », d'où l'intérêt de ce recyclage, nécessaire pour l'exécution d'un bon service de Police.

Gouvernance locale de sécurité

Les sections Affaires Civiles, Stabilisation, UNPOL et RSS ont conjointement organisé un atelier d'appui aux partenaires de mise en œuvre de l'ISSSS / STAREC à Bukavu, du 2 au 4 Aout 2017. Cet atelier d'information avait pour but de mieux coordonner les appuis de la MONUSCO dans le pilier sécurité de l'ISSSS. L'Unité d'Appui à la Stabilisation (UAS), la section des Affaires Civiles (CAS), la Police des Nations Unies (UNPOL) et la section de la Réforme du Secteur de la Sécurité (RSS) ont identifié trois axes principaux de collaboration, à savoir :

gouvernance du secteur de sécurité. Pour y parvenir, la compréhension, définition, surveillance et contrôle de l'organisation et de la gestion du secteur de sécurité et de ses acteurs demeure indispensable

Gestion de l'ordre public

Dans le cadre de l'appui à la gestion démocratique, efficace et responsable de l'ordre public, notamment en matière de la sécurisation du processus électoral, 300 stagiaires de la Police Nationale Congolaise (PNC) dont 62 femmes, ont été rassemblés de juin à septembre 2017 à l'Ecole Nationale de Police de Kasangulu, à environ 50 km de Kinshasa, pour un recyclage en Maintien et Rétablissement de l'Ordre Public (MROP).

Ils sont venus de la Légion Nationale d'Intervention (LENI), de l'Unité de Protection des Institutions et des Hautes Personnalités (UPIHP) et aussi des Commissariats Provinciaux pour une remise à niveau de leurs connaissances et de leur savoir-faire en Maintien et Rétablissement de l'Ordre Public.

En plus de la pratique, certaines matières sont au programme, telles que l'ordre serré, les gestes et techniques

d'intervention professionnels, la tactique, les renseignements généraux et les droits de l'homme.

Cette première session a été dirigée par le Colonel Iduma Patrick, Commandant l'Ecole, et appuyée par l'Agence de la Coopération Internationale Japonaise (JICA) et la Composante Police de la MONUSCO. Le Colonel Iduma est d'ailleurs satisfait de l'évolution de cette formation et de l'assistance technique des formateurs UNPOL

- Assistance technique conjointe et coordonnée aux partenaires de mise en œuvre de l'ISSSS/STAREC;
- Initiatives conjointes de plaidoyer et renforcement du lien entre les programmes mis en œuvre localement et le plaidoyer mené au niveau national par la section RSS;
- Harmonisation des approches en matière de gouvernance sécuritaire et renforcement de collaboration stratégique et opérationnelle entre sections.



Retraite de travail de la Division Réforme du Secteur de la Sécurité (DRSS) de la MONUSCO

La Division Réforme du Secteur de la Sécurité (DRSS) a tenu du 3 au 4 octobre 2017, une retraite de travail. L'objectif principal de la rencontre de deux jours était de permettre à la DRSS de se retrouver pour développer les liens de travail et d'esprit d'équipe, mais surtout pour élaborer la Stratégie intérimaire de RSS qui couvre un horizon de 18 mois et son cadre des résultats suivi du plan d'action. Il s'agissait aussi d'évaluer le travail effectué à ce jour par rapport au mandat (Res. 2348 de 2017) et aux recommandations de la Mission de revue stratégique d'août 2017 et, d'autre part, de s'assurer de la bonne marche de la division, du meilleur usage des ressources tant humaines que financières, de son organisation intérieure et de l'utilisation de ses avantages comparatifs. Prenant en compte les complexités du contexte congolais, la stratégie intérimaire élaborée et proposée par la DRSS consiste à travailler d'abord au niveau stratégique en faisant de l'analyse et du



conseil stratégique, sous l'axe essentiellement sécuritaire, et ensuite au niveau opérationnel et tactique. Ainsi, la DRSS fournira un soutien coordonné et cohérent au processus de RSS dans le renforcement des bons offices du RSSG, la promotion de la gestion du changement, et dans le renforcement catalytique des capacités de manière à obtenir des résultats

stratégiques, tels que l'existence des institutions de sécurité efficaces et responsables qui travaillent dans un environnement respectueux de l'Etat de droit et des droits de l'homme.

Les deux jours de réflexion et de travail en équipe ont été bénéfiques pour le renforcement de la confiance et l'esprit d'équipe, ainsi que pour développer une vision commune face aux défis et opportunités du secteur de la sécurité pour un appui plus efficace à la RSS dans le cadre de la mise en œuvre du mandat de la mission.

Formation des conseillers juridiques des FARDC

Dans le cadre de l'appui à l'instauration d'un environnement propice à la protection de civils (POC), la Division Réforme du Secteur de la Sécurité (DRSS) contribue à l'identification de mesures d'atténuations dans le cadre de sa contribution à l'évaluation des risques des opérations conjointes en application de la *Politique de diligence voulue des Nations Unies en matière des droits de l'homme*. En tenant compte de la réforme de l'armée et de la professionnalisation des FARDC, la DRSS contribue à la mise en place des conseillers juridiques opérationnels en complément des efforts du Comité international de la Croix Rouge (CICR), en renforçant leur capacité mais aussi en travaillant sur leur légitimité au sein des forces armées. Pour se faire trois groupes cibles ont été identifiés, à savoir :

- Les généraux et colonels opérant au niveau stratégique - états-majors nationaux des forces (terrestres, navales, aériennes, garde républicaine), état-major général, Ministère de la défense - dans le cadre d'intervention au Collège des Hautes Etudes de Stratégie et de Défense;
- les officiers en formation à l'Ecole d'état-major; et
- les conseillers juridiques dans le cadre d'activités spécifiques en complément du CICR.

Ainsi, au cours du mois de septembre 2017, dans le cadre des mesures d'accompagnement, la MONUSCO est intervenue auprès des conseillers juridiques à introduire et démystifier la *Politique de diligence voulue en matière de droit de l'homme* (HRDDP en anglais)

pour développer les capacités de planification et conduite des opérations conjointes. Au même temps, cet accompagnement vise à renforcer le positionnement des conseillers juridiques opérationnels dans la chaîne de commandement, particulièrement dans les zones où sont conduites les opérations conjointes. Réalisée en collaboration avec le Secrétariat de la Politique de diligence voulue en matière de droits de l'homme et avec la Force de la MONUSCO, l'intervention a mis particulièrement l'accent sur une introduction à la Réforme du Secteur de la Sécurité (RSS) et la Réforme du Secteur de la Défense (RSD); l'importance de la conduite de l'analyse de risques; la mise en place de mesure d'atténuation; le rassemblement de renseignements permettant des ciblage et autres mesures permettant une planification et une opération responsable.





Introduction à la Politique de diligence voulue des Nations Unies en matière des droits de l'Homme au CHESD, le Collège des Hautes Etudes de Stratégie et de Défense des FARDC (février 2017)



Le Représentant spécial adjoint du Secrétaire général Gressly au CHESD, le Collège des Hautes Etudes de Stratégie et de Défense des FARDC (février 2017)



Le chef de la division RSS entame une visite du chantier du CHESD, le Collège des Hautes Etudes de Stratégie et de Défense des FARDC (mai 2017)



Atelier pour la Commission Défense et Sécurité du Sénat (juin 2017)



Formation des conseillers juridiques des FARDC sur le droit international humanitaire (septembre 2017)



Retraite de la division RSS: le genre et la RSS (octobre 2017)

Général de Brigade Marie Bolingo

Dans un secteur dominé par les hommes, une femme s'est faite sa place et non n'importe laquelle: celle d'une parachutiste hors-pair qui aura marqué plusieurs générations. Cette femme, c'est le Général de Brigade Marie Bolingo, Commandant du Service d'Education Civique et Action Sociale (SECAS), en charge des sections de l'administration et de la logistique, mais également du portefeuille consacré aux relations civilo-militaires.

Elle travaille au quotidien à redorer l'image des soldats auprès de la population pour qui elle s'est beaucoup sacrifiée, et particulièrement pour porter haut le flambeau de la lutte pour la cause des femmes. En effet, depuis 2008 à ce jour, le Général Bolingo est le point focal Genre FARDC, et elle a couvert presque toutes les régions militaires en sensibilisant sur les Droits Humains, en particulier les Droits des Femmes. A l'occasion de ces travaux le Général a contribué à l'intégration de la perspective du genre dans les FARDC en partenariat avec deux organisations internationales Search for Common Ground et la Fondation Konrad-Adenauer.

Durant ses 51 ans de service, elle a assumé diverses fonctions au sein des FARDC comme Commandant de la Compagnie Féminine, Chef des Ressources Humaines, Chef du Centre Entraînement du Personnel Militaire Féminin, et Chef du Dispensaire Institut Géographique du Congo, parmi tant d'autres postes de responsabilité.

Sa riche carrière professionnelle lui a valu à plusieurs reprises la reconnaissance de son pays à travers de hautes distinctions bien méritées. Elle collectionne à son



actif, quatre médailles de Mérite de la Croix Militaire entre 1976 et 1996, en 1990 la distinction du Chevalier de l'Ordre National du Léopard, en 1996 nommée Officier de l'Ordre National de Léopard, admise dans l'Ordre National « Héros Nationaux Kabila-Lumumba » au grade de Commandeur.

Mme. Marie Bolingo est nommée Général de Brigade depuis 2013 et continue à inspirer les femmes impliquées dans les forces de sécurité et bien au-delà. Elle représente un modèle pour la nouvelle génération d'hommes et femmes du secteur de la sécurité et de la défense par son parcours et son abnégation. Elle s'investit dans une vision de la réforme du secteur de la sécurité qui prône la sécurité humaine et le renforcement du lien armée-nation pour une plus grande harmonie dans les relations civilo-militaires.

Le général Bolingo est mariée et mère de six enfants.

Division de la Réforme du Secteur de la Sécurité